L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 11 JUILLET 1880. 53me Année

DUFOUR & LIMET,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 11 JUILLET 1880.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

POUR PRÉSIDENT :

WINFIELD SCOTT HANCOCK,

DE LA PENNSYLVANIE.

POUR VICE-PRÉSIDENT :

WILLIAM H. ENGLISH,

DE L'INDIANA.

AVENTES A L'ENCAN DE DEMAIN (LUNDI).

Par Stern & Co., dans leurs salles d'encan, bas 1 se, seilliers et brdeoquins.

L'arrêt de la Cour Suprême met à bas le Syndicat.

D'après les termes de l'article 69 de la Constitution, la Cour Suprême ne pouvait moins faire que de maintenir en place les officiers nommés par le gouverneur Nicholls, la nomination de leurs remplaçants n'ayant pas été confirmée par le Sénat. Cet article 69 est formel, et dit positivement que le Gouverneur aura le pouvoir de remplir les vacances en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session prochaine. Mais il ajoute cette clause "qu'aucune personne qui aura été nommée pour une place et rejetée ne sera nommée à la même place après l'ajournement du Sénat," et aussi cette autre clause terminant l'article 69 "que l'abstention du gouverneur d'envoyer au Sénat le nom de toute personne désignée par lui pour remplir une place, comme il y est pourvu par cet article, *équivaudra à un rejet.*

Voilà qui est clair, positif et impératif, et la Cour Suprême ne pouvait se prononcer contre cet article, à moins de vouloir le traiter, du haut de sa grandeur, comme elle a traité l'article 209 établissant un maximum pour les taxes municipales. Il est vrai qu'il y avait eu une décision du juge Houston, portant que les commissions, signées par le Gouverneur Wiltz et dont les nouveaux officiers étaient nantis, leur donnaient droit à occuper les places auxquelles ils avaient été nommés, et que le juge en avait ainsi ordonné.

Mais, par contre, le juge Rodgers, d'une autre cour de district de la ville, avait décidé que les nominations faites par le gouverneur Wiltz étaient inconstitutionnelles, comme n'ayant pas été faites avec l'avis ou l'assentiment du Sénat, et c'est cette dernière décision que la Cour Suprême a confirmée. Par conséquent, l'ordre de confirmation du juge Houston est nul, et les nouveaux officiers, partout où ils peuvent se trouver, doivent rendre leurs places aux anciens, et sans même qu'il y ait pour eux la moindre chance d'y rentrer, quand même le Sénat serait assemblé, puisque l'article 69 de la Constitution, dit : "que *l'abstention du Gouverneur d'envoyer ses nominations au Sénat, équivaudra positivement à un rejet.*" Ces mêmes officiers, au sujet desquels la condition de confirmation n'a pas été remplie, ne peuvent donc être renommés, et ils perdent leurs places définitivement et irrévocablement, tout comme si leurs noms eussent été présentés au Sénat et rejetés pour valable cause.

Ce n'est pour nous, vis-à-vis de ces officiers dégommés, ni un sujet de joie ni un sujet de plainte ou de regret, les anciens comme les nouveaux étant tous de bons démocrates et ayant tous des titres égaux à l'exercice de leurs fonctions. Mais il y a ici pour nous matière à contentement pour un fait unique, le fait de la nomination sans l'avis et l'assentiment du Sénat, des membres du syndicat pour le règlement, la liquidation, et l'administration de la dette publique de la ville. Ces membres, ne succédant à personne, sont une nouvelle création d'officiers sans salaire, et dont le remplacement ne peut être désiré que par une masse de gens parfaitement à l'abri de tout reproche, les contribuables. Les contribuables demandent que ces officiers fassent place à d'autres parce qu'ils ne les jugent pas propres à remplir convenablement les importants devoirs qui leur ont été dévolus par la Législature. Le défaut de salaire ne les dispense pas de la confirmation du Sénat. Ils occupent une place officielle, ministérielle qui plus est, et ils sont investis d'un grand pouvoir. Ils viennent de le montrer en obligeant les autorités municipales à vendre au comptant un droit de passage pour un chemin de fer de rue, et à leur remettre le montant de la vente. Ils ont la disposition de toute la taxe affectée au service ou au rachat de la dette publique ; ils ont encore l'autorité d'échanger, de racheter ou de retirer les bons qui seront présentés à la liquidation, ou de les rejeter s'ils les jugent frauduleux ou invalides ; tout membre du syndicat pourra soulever cette objection, et une seule opposition suffira pour empêcher la conversion.

Il est vrai que le porteur de titres dégraciés pourra en appeler aux tribunaux et revenir à la charge, si les tribunaux trouvent ces titres valides. Mais on sait qu'en pareille matière, une première décision de financiers aussi habiles et aussi experts que MM. Kennedy, Oglesby et Phelps, jetterait une grande défaveur sur la cause du porteur de ces titres, et que très probablement il la perdrait devant les tribunaux. Les membres du syndicat ont encore à faire une répartition du reliquat de la taxe entre tous les porteurs de bons reconnus constitutionnels et valides, quand même ces bons n'appartiennent pas à la catégorie des bons à prime, et ils devront faire cette répartition au pro rata de la somme de ces bons, pro rata établi sur la quotité du reliquat.

Voilà de grands pouvoirs, à coup sûr, et nous sommes étonné que la législature n'ait pas pensé à exiger de ces officiers un cautionnement en rapport avec l'importance de leurs devoirs et en rapport aussi avec l'importance des sommes qui seront mises à leur disposition. Il faut supposer que la législature n'a pas exigé ce cautionnement en considération de la gratuité de la fonction. Le législateur a pensé qu'il ne fallait pas user de trop de sévérité envers des hommes dont les services ne sont pas salariés. Cependant la loi fait peser sur eux une responsabilité très grave. L'article 7 dit en propres termes que ce sera un cas de félonie punissable, sur conviction, par une amende de cinq cents piastres au plus et par un emprisonnement aux travaux forcés de dix ans au plus, pour l'agent fiscal ou pour tout membre du bureau de liquidation de la dette de ville, de détourner de la voie légitime ou de mal employer ou mal appliquer toute portion du fonds de la dette ou du fonds de l'intérêt, ici établi, suivant les termes de la présente loi.

Cette loi sur la liquidation de la dette de ville n'est pas parfaite, ainsi que nous l'avons déjà démontré plusieurs fois. Elle renferme des contradictions qui embarrasseront très fort les membres du bureau de liquidation, les étrangle, et les cours en dernier lieu. Elle dit, par exemple, qu'elle ne touche en rien au plan des bons à prime, et que les porteurs de ces bons pourront, si cela leur convient, continuer à en courir les chances. Mais elle dit aussi que le bureau de liquidation devra rejeter toute obligation de la ville qu'il jugera frauduleuse ou invalide ; elle dit même que l'objection d'un seul membre suffira pour faire rejeter une obligation de cette sorte, ce qui implique la nécessité d'examiner une par une, toutes les dettes qui composent le fonds des bons à prime, chose qui n'a jamais été faite et qui n'a jamais été soumise aux tribunaux. Les tribunaux ont bien décidé jusqu'à ce jour que la loi des bons à prime était valide, mais ils ont gardé le silence sur la validité des titres admis à la conversion et qui en forment le capital. La conversion a commencé sous l'administration du maire Pilsbury, et l'on sait que cette administration a tout accepté, les bons titres comme les mauvais, sans même se douter qu'il put y en avoir de mauvais, et sans avoir eu l'idée d'en soumettre aucun à l'appréciation des tribunaux.

Mais si l'administration Pilsbury n'a pas eu cette idée, est-ce une raison de croire que tous ces divers titres étaient légaux et valides ? L'administration Pilsbury qui a sollicité cette conversion de dette de la Législature de 1876, ne s'est pas même conformée aux prescriptions de la loi votée sur sa demande, car la loi des bons à prime parle des obligations valides seulement, et non des obligations véreuses, lesquelles devaient être nécessairement exclues du bénéfice de la conversion.

Ce triage n'ayant jamais été fait, le syndicat aurait à le faire, et ce devrait être son premier devoir. Mais comme la plupart des hommes qui le composent se sont montrés en tout temps les défenseurs constants et énergiques du système, et comme sur ce point, ils n'ont, jamais que nous sachions, élevé une objection qui ne fut dans l'intérêt exclusif de tous les financiers sans exception aucune, il est naturel de la part de ceux qui supportent le poids de ces désastreuses opérations, d'en demander la révision, soit en vertu de la loi de 1876, soit en vertu de la loi de 1880; il est très naturel encore de leur part de demander que le syndicat soit composé différemment, pour que cette révision soit faite dans l'intérêt de toute la communauté payante, et non pour l'unique bénéfice de ceux qui ne payent rien, et qui veulent au contraire qu'on leur paye tout.

La communauté payante a donc le droit d'exiger que le syndicat pour la liquidation de la dette de ville, soit composé en majorité d'hommes représentant la propriété foncière ainsi que l'intérêt de tous les administrés sujets à contribution. Cette justice là ne peut être refusée à la communauté, et comme la composition du syndicat n'a pas reçu la confirmation du Sénat, les hommes qui en font partie n'ont pas plus le droit d'y rester que les maîtres de port, les inspecteurs de farine, de foin, des poids et mesures, et autres officiers, n'ont le droit d'exercer leurs fonctions, en l'absence de cette formalité recommandée expressément par l'article 69 de la constitution qui est aujourd'hui notre loi fondamentale.

Recensement de l'industrie.

Un nouveau recensement, le recensement de l'industrie, commencera demain lundi, 12 du courant. Celui qui vient de finir n'avait pour but qu'une énumération des habitants. Il s'agit maintenant de faire le relevé des établissements industriels, en comprenant dans ces termes toutes les fabriques, toutes les manufactures qui rendent au moins cinq cents piastres annuellement, et qui emploient plus d'un ouvrier.

Tout industriel est invité à déclarer franchement le nombre de bras qu'il occupe dans sa manufacture. Ce n'est pas pour taxer personne, maître ou ouvrier, que le Congrès a ordonné cette opération de statistique, c'est uniquement pour savoir l'état réel de l'industrie aux Etats-Unis, chose d'extrême importance pour une autre fabrication de premier ordre et qui intéresse tout le monde, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, la fabrication des lois.

Des feuilles en blanc seront laissées dans tous les établissements, et chaque industriel aura à les remplir pour que le préposé au recensement les trouve toutes prêtes quand, quinze jours après, il fera sa seconde visite. Il faudra mentionner le nom de la corporation, de la compagnie ou de l'individu produisant le revenu, le nom de la manufacture ou du produit, le capital mis dans l'entreprise, le nombre de mains employées, le sexe et l'âge des ouvriers, les garçons au-dessus de 16 ans, les filles au-dessus de 15 ans, la moyenne des gages de la journée, le montant total des gages pendant l'année, les mois pendant lesquels il y a suspension, la valeur du matériel employé, y compris les fournitures et le combustible, la valeur du produit, y compris les produits extraordinaires et les réparations, la rivière ou le courant d'eau, si l'eau est la force motrice, la hauteur de la chûte, les instruments mis en jeu, la force des chevaux, le nombre des bouilloires, le nombre des machines.

L'énumération comprendra non seulement les grandes fabriques, mais encore les ateliers, les travaux mécaniques, le ferrage des chevaux, les établissements de tonnellerie, de charronnage, de charpentage, de menuiserie, de cordonnerie, machines à coudre, fabriques de corsets, de vêtements. Les frais de surintendance, le loyer, le fret des marchandises envoyées au marché et les dépenses générales ne seront pas compris dans le matériel. Il ne faudra mentionner que les bouilloires et les machines qui peuvent rendre service. Ces informations devront être données avec précision et avec le plus d'exactitude possible.

M. James S. Zacharie est l'officier préposé au recensement de l'industrie dans le Second District. C'est un homme très connu, poli, courtois, parlant anglais et français et d'une compétence parfaite pour ce travail de statistique. Les personnes qui auraient à donner de plus amples informations pourront s'adresser au colonel E. A. Dealonde, préposé en chef, rue Carondelet, No. 9, où est situé le bureau général de recensement.

Vers d'archives.—Une exhibition pyrotechnique sera lieu, autrement dit, un feu d'artifice sera lancé au Fort Espagnol, mercredi prochain, à huit heures et demie du soir, par l'habile professeur George W. Weingart. Au dire des personnes qui, sous la direction du professeur, travaillent aux préparatifs de cette exhibition, il n'aura jamais été donné à la population de notre ville, d'assister à pareille spectacle. Les pièces, au nombre de seize, ont été fabriquées par les célèbres artificiers Detwiller et Street, de New-York ; la première représentera "l'Arbre de la Liberté" et la dernière "Gambrinus." Celle-ci sera de toute magnificence ; le roi gaulois, à son côté, ayant un baril de cet excellent liquide jaune mousseux qui fait les délices de tant de gens, et tenant à la main une coupe sur laquelle se liront les mots : "Good Luck."

Avis pas fameux du tabac de la marque "Remembrance."—M. Castillo offre, sous ce nom à son grand établissement de la rue du Canal, No 142, la meilleure qualité de tabac qui se puisse fumer. La marque est fabriquée spécialement pour lui, et ne se vend qu'au No 142 de la rue du Canal.

"Can't get away".—N'oubliez pas de faire une excursion sur le magnifique et à rapide vapeur **Symbosen**.

Les Weed Warrants.—Le Bureau de liquidation a rappelé hier la vote qu'il avait donné, seulement à la majorité d'une voix, pour admettre à la conversion les Weed Warrants émis en 1872. Ces warrants étaient frauduleux et avaient été déclarés non valides par un arrêt de la Cour Suprême en mai 1879. Par conséquent, la fraude échoue une seconde fois et il faut espérer qu'il n'en sera plus question. L'association des contribuables avait passé à cet égard les résolutions ci-après :

Nlle-Orléans, 10 juillet 1880.

Dans un meeting de l'association des contribuables les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

Résolu qu'un comité de trois soit nommé pour se rendre auprès du gouverneur par interim et auprès de l'avocat-général, pour s'informer s'ils ont l'intention de prendre quelque mesure pour empêcher la mise à exécution de la résolution du Bureau de conversion à l'égard des Weed warrants, s'élevant à plus de $32,000, et, dans l'affirmative, pour savoir quelle mesure ils comptent prendre.

Résolu que cette association proteste respectueusement contre la conversion desdits warrants et que cette protestation soit communiquée aux dits officiers, par l'intermédiaire dudit comité.

Résolu en outre qu'une copie de ces résolutions sera adressée à chaque journal quotidien de la ville.

Pour copie conforme,
EDWD. DURRIVE JR.,
Secrétaire.

Nous avons appris que le comité de trois avait fait la démarche et que le Gouverneur par interim, M. McEnery, a répondu que l'ordre avait été rescindé par le Bureau de liquidation et que la conversion n'aurait pas lieu. Il a ajouté que si le porteur de ces bons se livrait à quelque autre tentative judiciaire, il aurait soin d'en avertir immédiatement l'association des contribuables.

Cette affaire met en relief l'association dont l'utilité et l'influence ne seront plus contestées de personne. Nous espérons qu'elle aura le même succès contre les Baby Bonds, et que ces deux leçons ne seront oubliées ni par les autorités de ville qui auraient dû prendre elles-mêmes l'initiative prise par les citoyens, ni par les audacieux tripoteurs qui tachent d'abuser des tribunaux pour presurer le trésor de ville ou le trésor d'Etat.

THÉATRE DE L'OPÉRA.
Saison 1880-81.

Les nouvelles d'Europe nous annoncent que M. G. DE BEAUPLAN a fait à Paris les engagements suivants :

M. ESCALA, (Fort 2me Ténor), a tenu l'emploi à Paris au Théâtre Lyrique et à La Haye, avec grand succès.

MLLE DELPRATO, (Forte chanteuse Falcon), artiste d'une grande réputation.

M. MOLINAT, (Grand Premier-Rôle : Drame et Comédie), déjà avantageusement connu par le public du dimanche. M. Molinat était à la Nouvelle Orléans il y a quatre ans.

MLLE JULIETTE CLARENCE, (Jeune-Premier-Rôle de Drame et Comédie); actrice très connue du public et dont les grands succès date de fraîche date pour les habitués de l'Opéra.

M. de Beauplan est en ce moment en Italie pour acheter tout le matériel de l'AÏDA. Il rapportera de chez le "Maestro Verdi" une photographie du grand musicien Italien, pour la foyer de l'Opéra de la Nlle-Orléans. Des costumes pour les Ballets des opéras de : — Faust, l'Africaine.—La Juive et le Trouvère, ont été commandés.

N. B.—Nous lisons dans le "Gaulois" de Paris du 18 juin 1880 :

"Nous n'entendons décidément pas à l'Opéra le Ténor TOURNIÉ que M. Vanborbeil était allé entendre au Hâvre. Tournié vient, en effet, d'être engagé à de très belles conditions pour le Théâtre de l'Opéra à la Nlle-Orléans."

Concert.—Une grande réunion musicale des élèves de Mlle Cornin a eu lieu le 17 mai dernier à Paris, sous la présidence de M. de Ste-Rose, et nous voyons figurer dans le programme qui nous a été adressé, deux morceaux de M. H. Rolling, notre éminent professeur de musique, la "Voix de la Nuit" et "La Marche Triomphale". Ces deux compositions ont obtenu le plus grand succès. La dernière est encore inédite ici à la Nlle-Orléans et ne sera publiée que dans le courant de l'hiver prochain. Comme M. Rolling l'avait fait connaître à Paris, dans son dernier voyage, on s'en est emparé pour enrichir le grand concert des élèves de Mlle Cornin.

On y a joué la "Danse de Pluton" de M. Rolling fils, qui a fait ainsi son entrée dans le monde musical de la manière la plus heureuse, car on nous rapporte que sa composition a produit un magnifique effet. La "Danse de Pluton" est très connue ici, ayant été exécutée, il y a quelques mois, par Mlle Mouton au grand concert des élèves de M. Rolling père. Le morceau est charmant, plein de vivacité et d'entrain, et annonce chez son auteur un talent rare quoique très précoce, car M. Rolling n'a pas plus de vingt ans. Un pareil début, à cet âge, promet beaucoup et nous autorise à prédire pour ce jeune compositeur un très brillant avenir.

Club de la Démocratie Française.—Pour célébrer l'anniversaire du 14 juillet, qui est devenu une fête nationale, le Club de la Democratie Française de la Nlle-Orléans doit donner ce jour là un banquet de famille au Jardin Magnolia. Nous félicitons le Club d'avoir eu cette idée très patriotique et nous le remercions vivement de nous avoir adressé une invitation.

Musique.—Nous avons reçu de M. Philip Werlein une très jolie chanson avec chœur et accompagnement de musique sur le piano, par M. P. F. Campiglio. Nous prions M. Werlein de recevoir nos remerciements.

Quand on part pour le Nord, on doit prendre la route connue sous le nom de "Louisville and Great Southern", la seule ligne qui